

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF COMMUNICATION

POINT DE PRESSE

SUR LA LUTTE CONTRE LE BOKO HARAM

**Propos liminaire de
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY,
Ministre de la Communication**

05 septembre 2014

- **Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de la Communication,**
- **Chers Collaboratrices, Chers Collaborateurs,**
- **Mesdames, Messieurs les Journalistes,**
- **Distingués Invités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi, avant d'entrer dans le vif du sujet, de vous souhaiter une chaleureuse bienvenue dans cette salle de conférences de mon Département Ministériel, et de vous exprimer ma profonde gratitude pour avoir promptement répondu à l'invitation que je vous ai adressée à cet effet.

Mesdames, Messieurs,

L'objet de cette conférence de presse est de vous faire le point sur la lutte contre BOKO HARAM et sur les récentes mesures décidées par le CHEF DE L'ETAT pour faire respecter l'intégrité du Cameroun dans sa partie septentrionale.

Comme tout le monde le sait, le Cameroun fait face aux incursions d'une bande armée basée au Nigéria, à savoir le BOKO HARAM. Il s'agit d'un groupe terroriste qui, sous l'habillage religieux, a pour seul but de répandre la psychose, de piller, de détruire et de semer la mort.

Que cela soit clair. BOKO HARAM est avant tout un phénomène extérieur au Cameroun. C'est un groupe terroriste étranger, né au Nigéria et ayant ses bases dans ce pays voisin où la liste de ses atrocités aveugles n'en finit pas. Malheureusement, les exactions de cette nébuleuse ont commencé à déborder des frontières du Nigéria. Et le Cameroun, comme d'autres voisins du Nigéria, en subit les effets collatéraux.

C'est ainsi que certaines localités camerounaises frontalières du Nigéria, au niveau de la Région de l'Extrême-Nord, ont fait l'objet, depuis quelques mois, d'attaques répétées de la part de ces criminels, dont certaines se sont soldées par des enlèvements de personnes, des pertes en vies humaines et d'importants dommages matériels.

Toujours au titre des conséquences des agissements de cette secte, le Cameroun enregistre des arrivées massives de

ressortissants nigériens à la recherche d'un refuge pour se protéger des exactions de ce groupe terroriste. Si notre pays accueille ces populations en détresse, dans la plus stricte tradition d'hospitalité qui est la sienne, nul n'ignore qu'un tel afflux constitue un fardeau éprouvant au regard de la pression exercée sur les ressources déjà limitées des communautés d'accueil.

Face à la gravité de la menace, le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SON EXCELLENCE PAUL BIYA**, a pris les mesures suivantes :

- Déploiement d'importants moyens militaires en hommes et en matériels ;
- Réorganisation du dispositif militaire avec désignation de nouveaux responsables.

Les premiers résultats de cette action se font déjà sentir sur le terrain. Nos vaillantes forces de défense et de sécurité infligent de lourdes pertes à ces assaillants étrangers qui, de plus en plus, éprouvent de sérieuses difficultés à opérer leurs incursions sur notre territoire.

Au plan économique et social, le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE a également prescrit au Gouvernement de poursuivre et de densifier les programmes destinés à lutter contre la pauvreté et la précarité dans les régions septentrionales.

Je me félicite de l'aide que la communauté internationale, et notamment des pays comme la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne et l'Allemagne, nous a apporté jusqu'alors dans ce combat. La régionalisation, voire l'internationalisation de la menace constituée par ce groupe terroriste, appelle de notre point de vue une implication plus décisive de la communauté internationale dans cette lutte, tant au plan militaire qu'humanitaire.

Mesdames, Messieurs,

Au moment où l'étau se resserre de plus en plus autour de l'ennemi, certaines voix, animées d'intentions malveillantes, choisissent de faire croire que les exactions du BOKO HARAM contre le Cameroun sont en réalité la manifestation d'une rébellion interne à notre pays.

Je voudrais condamner sans équivoque, avec la plus grande fermeté, de telles allégations infondées et irresponsables, qui sont susceptibles de semer le trouble dans des esprits fragiles.

C'est le lieu pour le Gouvernement de demander à la population de ne pas se laisser distraire par ces allégations que propagent quelques médias, et qui sont de nature à porter atteinte à la cohésion et à l'unité nationale.

Ces allégations, je le dis haut et fort, ne reposent sur aucun fondement. Je voudrais donc vous dire, avec fermeté et conviction, que :

- la Nation Camerounaise tout entière condamne sans réserve le terrorisme de BOKO HARAM et se dresse comme un seul homme, derrière le CHEF DE L'ETAT, CHEF DES ARMEES, pour combattre les exactions de cette secte barbare.
- Il n'existe pas de BOKO HARAM camerounais. Les attaques contre le Cameroun sont bel et bien le fait d'assaillants venus de l'extérieur, qui ont vite fait de retraverser la frontière après la commission de leurs méfaits.

- Il est possible que BOKO HARAM ait pu recruter, dans les villages frontaliers, quelques compatriotes en situation de précarité socio-économique. Mais il est tout aussi vrai qu'il s'agit là d'un phénomène marginal. Au demeurant, nul n'ignore que même dans les pays les plus développés, l'on assiste ces temps derniers à des ralliements isolés d'individus, succombant au prosélytisme des groupes terroristes, qui quittent leur terre d'appartenance pour rejoindre des mouvements jihadistes. Du simple fait de la participation de ces derniers à la mouvance jihadiste de par le monde, peut-on en déduire qu'il existe des versions locales des groupes jihadistes dans leurs pays d'origine, ou alors que des rebellions internes seraient ourdis contre les gouvernements de ces pays ? Assurément non !

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

Je voudrais saisir la présente occasion pour faire une clarification sur la situation concernant Me HARISSOU et Abdoulaye SIDDIKI, qui a également été récemment au centre de l'emballlement médiatique. Cette affaire, en l'état

actuel de nos informations, n'a aucun lien avec la lutte contre BOKO HARAM. Monsieur Abdoulaye SIDDIKI et Me HARISSOU ont été interpellés par les services de sécurité dans le cadre d'une enquête en cours portant sur des menaces à la sûreté de l'Etat. Les intéressés sont notamment entendus pour des activités et contacts présumés avec des groupes armés centrafricains, dont certains sont responsables d'attaques contre le Cameroun. Conformément aux règles en vigueur, les intéressés bénéficient de la présomption d'innocence et seul le juge, devant lequel ils seront éventuellement traduits au terme des enquêtes, pourra décider de leur culpabilité. C'est donc dire que ni leurs statuts, ni leur origine, ni leurs activités politiques, ni encore les amitiés dont ils peuvent se prévaloir ou qu'on leur attribue, ne sauraient être ici en cause.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Comme vous pouvez le constater, les allégations proférées au sujet d'une rébellion dans les régions septentrionales, sont clairement de vulgaires manœuvres de division et diversion dont personne n'est dupe.

Au regard des lourdes menaces que ces tentatives de stigmatisation d'une partie de la population de notre pays, font peser sur le socle unitaire de notre Nation, j'adresse à ceux des médias nationaux en l'occurrence, qui ont choisi de se prêter à ce jeu macabre, une sévère mise en garde afin de leur rappeler les obligations de responsabilité républicaine qui leur incombent, en particulier lorsque l'intégrité territoriale de notre pays est en jeu et que les valeurs fondamentales de notre pays sont susceptibles d'être mises en péril.

De tels écarts ne sont ni tolérables, ni admissibles dans un Etat de droit.

Je me réjouis néanmoins de constater que les médias camerounais dans leur écrasante majorité ont bien pris la mesure du conflit armé qui oppose notre pays au groupe terroriste BOKO HARAM, et ont opté d'accompagner LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT, CHEF DES ARMEES, ainsi que nos forces de défense et de sécurité, dans le juste combat qu'ils mènent pour la préservation de notre intégrité territoriale et la protection des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national.

Je les engage à poursuivre dans cette voie, pour le salut de cette belle Nation qui est la nôtre et qui nous appartient à nous tous.

Au nom du PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT ET CHEF DES ARMEES, nous rendons hommage à nos forces de défense et de sécurité pour leur bravoure et leur sens élevé de l'honneur. Elles ont toujours su, en tout temps et en tout lieu, incarner la devise qui est la leur, à savoir « Honneur et Fidélité ». La Nation tout entière leur dit merci.

Nous saluons également toutes les filles et tous les fils du Cameroun, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, qui se mobilisent de manière patriotique pour préserver la paix et la stabilité si chères à notre pays, et qui apportent, d'une manière ou d'une autre, leur soutien total à nos forces de défense et de sécurité dans le combat qu'elles mènent contre BOKO HARAM.

A toute la classe politique et à la société civile qui apportent leur soutien au CHEF DE L'ÉTAT et à nos forces de défense et de sécurité, nous adressons notre salut pour leur sens élevé du civisme et du devoir citoyen.

Aux populations de l'Extrême-Nord, victimes des exactions du BOKO HARAM, nous réitérons le témoignage de compassion et de solidarité de la Nation.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je voudrais terminer mon propos en rassurant l'opinion publique nationale sur le fait que les Très Hautes Instructions du CHEF DE L'ETAT relatives à la sécurisation de nos frontières, sont appliquées avec efficacité par nos vaillantes forces de défense et de sécurité. Les succès enregistrés ces temps derniers, avec le démantèlement de filières de trafic d'armes et de munitions et la neutralisation des tentatives d'incursions armées, le confirment à suffisance.

Il n'est nul besoin de céder à la psychose car le Gouvernement et les forces de défense et de sécurité, sous la houlette de S.E.M. PAUL BIYA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, veillent au grain.

En cette veille de rentrée scolaire, le Gouvernement a pris toutes les dispositions appropriées pour que les citoyens vaquent tranquillement et sereinement à leurs occupations. Les populations camerounaises peuvent donc être pleinement

rassurées, même si la vigilance et la mobilisation populaire demeurent d'actualité.

Telle est, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, l'économie de l'importante communication à laquelle je vous ai conviés.

Je vous remercie de votre aimable attention./-